



L'IEDOM vient de publier une étude intitulée « *l'habitat dans les outre-mer français : progrès, enjeux, disparités* » qui traite des problématiques relatives à l'habitat dans les départements et collectivités de l'outre-mer français. Le logement constitue l'un des objectifs prioritaires de la stratégie de croissance pour l'Outre-mer pour les prochaines années.

Un état des lieux de l'habitat permet de mettre en évidence des progrès importants et un recul global de l'insalubrité, même si des disparités régionales subsistent. Alors que les ménages ultramarins disposent en moyenne de revenus encore inférieurs à ceux des ménages métropolitains, les besoins demeurent conséquents en matière de construction de logements neufs, notamment de logements sociaux, mais aussi de réhabilitation du parc existant.

Si elles ont incontestablement contribué à ces améliorations, les politiques du logement, mises en œuvre de façon plus tardive qu'en France métropolitaine et manquant souvent de cohérence dans les interventions des différents acteurs publics, en particulier en matière de politique foncière, ont sans doute aussi participé à la déstabilisation observée sur les marchés (spéculation foncière, hausse des prix de l'immobilier, des loyers et des coûts de construction...) et n'ont pas toujours eu les effets escomptés.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Comité économique consultatif de l'IEDOM

Le Comité économique consultatif de l'IEDOM s'est réuni le 15 avril 2010 sous la présidence d'Yves Barroux, directeur général de l'IEDOM, par délégation de Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France et président du Conseil de surveillance de l'IEDOM.

Après une présentation de l'évolution de la conjoncture économique mondiale et européenne par Pierre Jaillet, directeur général des Etudes et des Relations internationales de la Banque de France, la situation et les perspectives économiques conjoncturelles de chaque géographie ont été examinées. Malgré une timide amélioration observée en fin d'année 2009, la tonalité générale reste morose en termes d'activité. On observe toutefois quelques signes d'une reprise plus franche à terme qui, selon les géographies, devrait se matérialiser dans les prochains mois ou vers la fin de l'année.

Les responsables des Etudes de l'IEDOM ont présenté à un public plus élargi, l'étude sur « *l'habitat dans les outre-mer français : progrès, enjeux, disparités* ». Une synthèse en six pages, sous la forme d'une note expresse est publiée sur le même sujet.

Ces documents sont téléchargeables sur notre site Internet (www.iedom.fr)

Médiation du crédit aux entreprises

Au mois de mars 2010, 1 200 dossiers ont été déposés en médiation au niveau national. Sur ce nombre, 985 dossiers ont été acceptés et le taux de médiation réussi s'est établi à 60 %. La Médiation du crédit constate une augmentation sensible du nombre de dossiers déposés depuis le début de l'année ainsi que la progression de la part des TPE.

Au total, depuis novembre 2008, 23 681 dossiers ont été présentés en médiation. Le taux de médiation réussie reste stable à 63 %, 10 387 entreprises ont été confortées dans leur activité, 2,59 milliards d'euros de crédit ont débloqués et 194 181 emplois préservés.

Pôle commun ACP-AMF

La convention instituant le pôle commun entre l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) et l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour la protection des épargnants a été signée le 30 avril 2010 par M. Christian Noyer, Président de l'ACP et M. Jean-Pierre Jouyet, Président de l'AMF.

Le texte est disponible sur : <http://www.banque-france.fr/acp/pole-commun/convention-ACP-AMF-30-04-2010.pdf>

Dossier législatif

Le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2010-76 portant fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance présenté à l'Assemblée nationale par Christine Lagarde, ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, le 21 avril 2010, a été renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.

Le texte est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/projets/pl2453.pdf>

Publications

1 - Les conditions d'accès aux services bancaires des ménages vivant sous le seuil de pauvreté

Le rapport réalisé par le CREDOC pour le Comité consultatif du secteur financier (CCSF) est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/telechar/publications/rapport_credoc_etude_conditions_acces_services_bancaires_pauvrete.pdf

2 - La qualité des billets en circulation : un rôle essentiel de la Banque centrale

L'article de Solange Mirigay et Jérôme Moreau (Banque de France) publié dans le Bulletin de la Banque de France n° 179 est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu179_6.pdf

3 - Rapport sur le risque systémique

Le rapport commandé par Mme Christine Lagarde, ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, à M. Jean-François Lepetit, ancien président du Conseil national de la comptabilité et de la Commission des opérations de bourse, vient d'être publié.

Il est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100414raplepetit.pdf>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Poursuite de la tendance à la réduction de l'utilisation du chèque bancaire en 2009

En 2009, le système interbancaire de télécompensation (SIT) a enregistré 11 millions d'opérations de traitement d'images-chèques concernant la Guadeloupe. Sur un an, le nombre de chèques compensés s'est inscrit en diminution de 9,4 %, après une baisse de 5,5 % en 2008. Les banques mutualistes (hors Banque Postale), qui regroupent 57,4 % des chèques présentés au SIT, affichent une diminution des échanges moins prononcée que celle des banques AFB (-8,9 % contre -12,1 %). En dépit de ces évolutions, la Guadeloupe demeure le département français d'Amérique au sein duquel l'utilisation du chèque est la plus prononcée (47,6 % de l'ensemble des DFA).

Nombre de chèques compensés entre établissements de crédit en Guadeloupe*

	2005	2006	2007	2008	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
Nombre de chèques	13 369 640	12 977 123	12 814 781	12 115 820	10 975 099	-5,5%	-9,4%
<i>Banques AFB</i>	<i>5 521 048</i>	<i>5 164 001</i>	<i>4 922 005</i>	<i>4 597 296</i>	<i>4 040 484</i>	<i>-6,6%</i>	<i>-12,1%</i>
<i>Banques mutualistes</i>	<i>7 309 063</i>	<i>7 285 546</i>	<i>7 330 709</i>	<i>6 916 853</i>	<i>6 302 103</i>	<i>-5,6%</i>	<i>-8,9%</i>
<i>Autres</i>	<i>539 529</i>	<i>527 576</i>	<i>562 067</i>	<i>601 671</i>	<i>632 512</i>	<i>7,0%</i>	<i>5,1%</i>

* Ces données ne comprennent ni les échanges internes de chèques au sein de chaque établissement ni les chèques provenant de la Banque Postale.

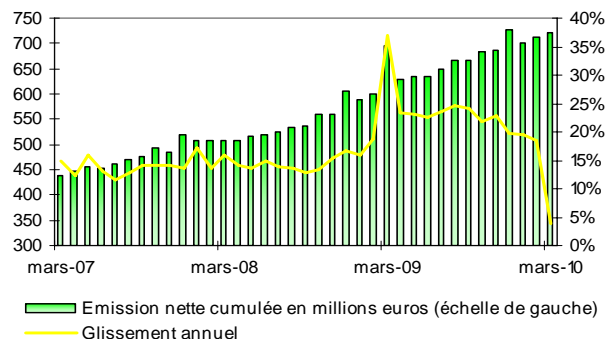
Source : Système interbancaire d'échanges des Antilles et de la Guyane

La tendance à la réduction de l'usage du chèque qui prévaut depuis plusieurs années s'est renforcée depuis le lancement, le 28 janvier 2008, du virement européen SCT (SEPA Credit Transfer) dans le cadre du projet SEPA (Single Euro Payments Area - Espace unique de paiements en euros). Cette harmonisation des moyens de paiements européens favorise en effet l'usage de trois instruments : le virement, le prélèvement et le paiement par carte. Le repli de l'usage du chèque devrait ainsi de nouveau s'accroître en 2010, avec la mise en place programmée du prélèvement SEPA.

Circulation fiduciaire au 1^{er} trimestre 2010 : ralentissement du rythme de progression après le pic de l'année 2009

A fin mars 2010, l'émission nette de billets et de pièces réalisée par l'IEDOM a atteint 722 millions € en Guadeloupe. En rythme de progression annuelle, ce montant affiche un ralentissement mécanique, liée au pic historique de mars 2009 (+36,9 %) lui-même expliqué par les événements sociaux ayant secoué le département. Le taux de croissance relevé en mars 2010 (+3,8 %) est ainsi un minimum depuis l'introduction de l'euro. Néanmoins, en isolant l'effet ponctuel du 1^{er} trimestre 2009, la circulation fiduciaire moyenne calculée sur les douze derniers mois dans le département croît au rythme de 20,6 % sur un an.

Emission nette cumulée (billets et pièces confondus)



Source : IEDOM

La coupure de 50 € demeure la valeur faciale prédominante, avec 52,5 % de l'émission nette de billets en volume (contre 45,8 % en 2009 et 48,7 % en 2008). Ramenée au nombre d'habitants, la circulation fiduciaire apparente en billets s'établit à 1 565 € à fin mars 2010, contre 1 186 € dans l'hexagone. Ce ratio, plus important en Guadeloupe, traduit à la fois l'existence d'une économie informelle significative, une préférence à l'utilisation du numéraire comme moyen de paiement courant et de transfert vers les pays voisins de la zone, ou encore une forte thésaurisation locale et régionale, en période de ralentissement et d'incertitude économique.

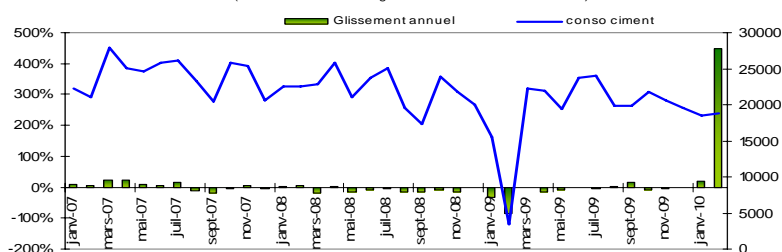
Amélioration perceptible des principaux indicateurs de vulnérabilité des ménages à fin avril 2010

Au 30 avril 2010, la Guadeloupe compte 22 956 personnes physiques en situation d'interdit bancaire, soit 3,4 % de moins qu'en avril 2009 et 1,1 % de moins qu'en janvier 2010. En parallèle, le stock d'incidents de paiement sur chèques diminue à fin avril (-2,3 % sur un an et -0,8 % sur trois mois) pour s'établir à 176 986 tandis que le nombre de retraits de carte bancaire s'inscrit en forte hausse (+22,4 % sur un an et +8,9 % sur trois mois).

BTP : une consommation de ciment ralentie en début d'année 2010

Au mois de février 2010, la consommation de ciment est de 18 755 tonnes et enregistre une hausse de 1 % par rapport à janvier 2010. Dans le détail, les ventes de ciment en sacs représentent 7 142 tonnes et ceux vendus en vrac 9 906 tonnes. A fin février 2010, en données cumulées, la consommation locale de ciment s'élève à 37 322 tonnes, soit une hausse de 447,9 % en glissement annuel. Néanmoins, le niveau des ventes de ciment reste inférieur à celui de 2008 et de 2007, soit respectivement -18 % et -12 %.

Evolution de la consommation de ciment (variations en % : éch. gauche - niveau : éch. droite)



Source : Lafarge

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Les nouvelles dispositions fiscales expliquées aux chefs d'entreprise

Jeudi 8 avril, près de 150 chefs d'entreprise ont participé à la CCI de Basse-Terre à une conférence sur les nouvelles dispositions de la loi pour le développement économique de l'Outre-mer (Lodeom). Le but était d'apporter aux chefs d'entreprise un éclairage sur l'actualité fiscale et sociale, notamment sur la réforme de la taxe professionnelle.

La France condamnée pour mauvaise gestion des déchets notamment en Guadeloupe

La France a été condamnée par la cour européenne à verser 67 millions d'euros d'amende et une astreinte de 110 000 euros par jour à compter du 31 décembre. Cette condamnation est la conséquence d'un traitement des déchets non conforme à la réglementation européenne en Guyane, en Corse mais aussi en Guadeloupe.

ACTUALITE REGIONALE

Un projet de bourse électronique de cabotage caribéen (Becca) est lancé

Afin d'accélérer les échanges maritimes entre les différentes îles et Etats constituant l'ensemble caribéen, le projet Becca a vu le jour. Il consiste en une banque de données et un moteur de recherche capables de fournir en temps réel toutes les informations sur les bateaux, les services, les routes maritimes. Il rend ainsi accessible la demande et l'offre dans le domaine du transport maritime inter-îles dans la mer Caraïbes. Différents utilisateurs (les importateurs, les exportateurs, les services maritimes,...) pourront accéder à cette plate-forme. Michèle Montantin, directrice générale du centre d'échanges informatisés branche Antilles, a présenté en avril son projet au World Trade Center. Ce dernier a mobilisé le concours des fonds d'Interreg, du conseil régional et de l'Etat.

PRINCIPAUX INDICATEURS

		Données brutes	Var. Mens.	Gliss. Ann.	
REFERENCE	Indice des Prix à la consommation - Mars 2010	121,7	0,4%	2,1%	
	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A - Mars 2010	51 890	-0,5%	9,2%	
	Commerce extérieur - chiffres provisoires				
	Exportations - (millions €) - Janvier 2010	9,87	-1,6%	22,0%	
	- Cumul annuel	-	-	-	
	Importations - (millions €) - Janvier 2010	108,04	-47,4%	-19,3%	
	- Cumul annuel	-	-	-	
	Consommation d'électricité - GWh - Mars 2010	155,9	13,7%	20,1%	
- Cumul annuel	-	-	-		
Consommation d'électricité moyenne tension - GWh - Mars 2010	44,5	34,9%	53,5%		
- Cumul annuel	-	-	-		
VULNERA - BILITE	- Nombre de personnes physiques en interdit bancaire - Avril 2010	22 956	0,6%	-3,4%	
	- Nombre de dossiers de surendettement déposés - Avril 2010	24	-14,3%	-33,3%	
	- Cumul annuel	74	-	29,8%	
	- Incidents de paiement - Montant en milliers €	1 593,2	31,3%	48,7%	
	sur effet - Avril 2010 - Cumul	5 283	-	-38,5%	
	- Nombre - Cumul	121	-14,2%	12%	
- Cumul	488	-	-25,5%		
- Nombre de retraits (confiscations) de cartes bancaires - Avril 2010	510	0,6%	13,3%		
SECTEURS D'ACTIVITE	TRANSPORTS	Trafic aéroporuaire			
		Nombre de passagers - (entrées + sorties) - Mars 2010	172 877	13,3%	37,1%
		- Cumul annuel	490 650	-	19,1%
		Nombre de mouvements d'avions - (atterrissages + décollages) - Mars 2010	2 237	16,0%	13,5%
		- Cumul annuel	6 350	-	3,2%
		Trafic portuaire (Cumul annuel) - chiffres provisoires			
	- Trafic net de marchandises (entrées + sorties) - Tonnes - Mars 2010	668 832	-	28,8%	
	- Nombre de passagers (entrées + sorties) - Mars 2010	211 114	-	129,9%	
	Automobile				
	Nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs - Décembre 2009	1 975,00	87,2%	60,0%	
	- Cumul annuel	14 084,00	-	-1,5%	
	Nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires neufs - Décembre 2009	234,00	24,5%	-28,0%	
- Cumul annuel	2 792,00	-	-15,7%		
BTP	Consommation globale de ciment (tonnes) - Mars 2010	23 312	24,3%	5,0%	
	- Cumul annuel	46 625	-	47,4%	
AGRI.	Exportations de bananes (tonnes) - Février 2010	2 529	-40,0%	-24,3%	
	- Cumul annuel	63 164	-	-18,0%	

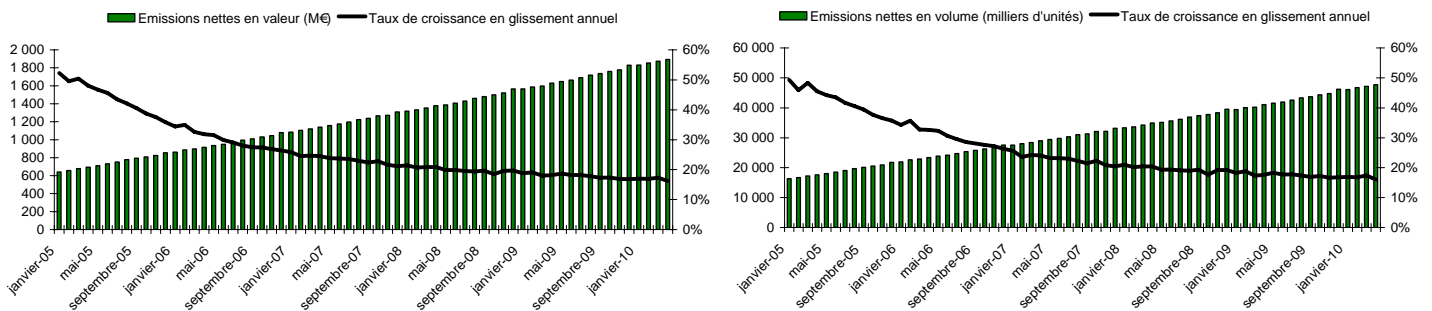
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Circulation fiduciaire

L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours dans la zone euro. Au 30 avril 2010, les mouvements de prélèvements et de versements de billets par la clientèle font apparaître un solde se chiffrant à 47,7 millions de billets (équivalent à 1 893 M€), soit une émission nette cumulée depuis l'introduction de l'euro toujours en forte progression mais qui tend à se ralentir (+ 16,2 % sur un an contre +18,1 % à fin avril 2009, et 20,9 % deux ans plus tôt). Ce phénomène est corroboré notamment par le tassement du nombre de billets délivrés par l'IEDOM. Les billets de 20 € sont la coupure la plus utilisée avec 47,9 % du total, pour 24,1 % de la valeur. Les billets de 100 €, quant à eux, ne représentent que 15,4 % du volume total pour 38,8% de la valeur totale.

Agissant pour le compte du Trésor public, l'IEDOM assure également l'émission de **pièces métalliques** en euros. Au 30 avril 2010, l'émission nette cumulée de pièces s'élevait à 47,1 millions de pièces euros pour une valeur de 7,9 M€, soit une augmentation de 8,7 % sur un an (contre + 9,4 % à fin avril 2009). Les pièces de 1 et 2 centimes, dont le taux de retour est très faible, représentent 50,2 % du total en volume, pour 4,2 % de la valeur. Inversement, les pièces de 2 € qui ne représentent que 3,6 % du volume total, atteignent 40,8 % de la valeur totale.

Emissions nettes cumulées de billets



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Bailleurs sociaux

Les trois bailleurs sociaux guyanais ont signé le 30 avril une convention officialisant la redistribution du patrimoine de la SA HLM, cinq mois après sa liquidation administrative. La répartition du patrimoine s'est faite de façon géographique : la SIMKO obtient 36,7 % du patrimoine, principalement à Sinnamary et à Macouria ; la SIGUY 19,6 % à Saint Laurent et à Régina ; et la SEMSAMAR 43,7 % principalement à Cayenne et Matoury. 21 des 36 employés vont rejoindre un des trois repreneurs, les 15 autres ayant demandé leur départ. Les 80 M€ promis par les acteurs nationaux du logement locatif social (l'Action logement ainsi que la Caisse de garantie du logement locatif social) vont servir pour 42 M€ à entreprendre des travaux de rénovation dans les logements, et les 38 M€ restant à solder les dettes de la SA HLM.

Schéma Départemental d'Orientation Minière

Le Schéma Départemental d'Orientation Minière (SDOM) a été mis en consultation publique le 29 avril pour une durée de 2 mois. Chacun peut venir le consulter librement et proposer ses commentaires. Dans deux mois un bilan de cette concertation sera effectué et le SDOM sera alors soumis aux collectivités et assemblées consulaires. Le décret est envisagé pour la fin de l'année 2010.

Environnement

La France a été condamnée par la Cour Européenne à verser 67 M€ d'amende à cause de ses défaillances dans le traitement des déchets en Corse, en Guadeloupe et en Guyane. Le mercredi 7 avril le préfet a donc présenté un plan d'action destiné à éliminer les décharges non autorisées. Pour Kourou, Sinnamary et Iracoubo, les travaux de stockage aux normes des déchets, ainsi que la réhabilitation de la décharge ont commencé. 1,5 M€ seront financés par l'Etat dans le cadre du plan de relance et 300 000€ par l'ADEME. Une décharge aux normes devrait être installée à Saint Georges, en partenariat avec la commune de Régina. Un centre simplifié devrait être construit à Saül. Les décharges de Papaïchton et d'Apatou vont être fermées. Les déchets d'Apatou seront traités à Saint Laurent, alors que ceux de Papaïchton seront transférés à Maripasoula où des travaux devraient débuter en vue de la construction d'une déchetterie avec modules de tri et de compostage. La décharge de la commune de Saint Elie est fermée et ses déchets seront transférés à Kourou. A Cayenne, les travaux de réhabilitation de la décharge des Maragouins sont toujours en cours, en attendant la création du Centre de Stockage des Déchets Ultimes prévu dans deux ans.

Spatial

Après trois reports du vol 194 d'Ariane 5, Arianespace a pris la décision de mettre en place un groupe de travail ainsi qu'un audit qualité afin de déterminer les causes exactes des difficultés techniques rencontrées depuis trois semaines. L'audit qualité aura pour but « d'analyser les raisons des difficultés techniques observées et proposer des mesures correctives ». Le décollage avait été reporté à cause d'une anomalie sur le système de pressurisation du lanceur. Ce troisième report devrait avoir une incidence sur le calendrier des lancements programmés cette année (7 tirs sont prévus pour 2010).

Construction

A partir du 1^{er} mai, les maîtres d'œuvre domiens devront appliquer de nouvelles réglementations thermiques, acoustiques et d'aération (RTAA). Ces nouvelles règles résultent du Grenelle de l'environnement et visent à limiter la consommation d'énergie. Elles exigent une protection solaire, une ventilation naturelle et la pose de brasseurs d'air afin de limiter le recours à la climatisation. De plus, 50 % de l'eau chaude produite dans le bâtiment doit l'être par l'énergie solaire. Les chauffe-eau solaires seront donc obligatoires alors même que les primes d'installation ont été abrogées.

Alimentation en eau potable

Les élus de la CCCL ont voté le financement de l'usine d'alimentation en eau potable de Matiti pour un montant de 50 M€ (49,4 % CCCL, 24 % Etat, 22 % Europe et 4,6 % Région). Sa construction devrait être achevée début 2013. Elle produira 1 400 m³ d'eau potable par heure. Le choix des entreprises chargées de la construction se fera en fin d'année, les terrassements commençant fin 2011 et l'équipement de l'usine, début 2012 ; des tests s'étaleront de juin 2012 à avril 2013. De plus, une nouvelle canalisation de 50 centimètres sera construite entre Balata et Soula de façon à fournir l'eau à la population croissante de ce quartier. Les 50M€ comprennent aussi la construction de deux châteaux d'eau de 4 000 m³ sur le Mont petit Matoury.

Transport aérien

Air Guyane Express a réalisé le premier vol de test de la nouvelle liaison reliant Cayenne à Grand Santi via Saint Laurent. Le premier vol commercial devrait avoir lieu le 11 mai. Après 45 minutes de vol, l'avion doit se poser à Saint Laurent afin de refaire le plein en carburant. La citerne de stockage de carburant, d'une capacité de 15 000 litres devrait être construite prochainement, tout comme un parking extérieur, une clôture et le bétonnage de la piste. La piste d'atterrissage de Grand Santi, d'une longueur de 1 000 mètres a été bétonnée. Au nom de la continuité territoriale, les billets sont subventionnés à 50 % par l'Etat et la Région. Ainsi, un aller retour Cayenne Grand Santi coûte 116,4 € pour un adulte non résidant et 71,5 € pour un adulte résident. Le parcours Cayenne Saint Laurent, réalisable par la route n'est quant à lui pas subventionné.

Le 10 mai, une compagnie aérienne surinamienne assurera de nouveau la liaison entre Cayenne et Paramaribo. Trois vols par semaine devraient avoir lieu les lundi mardi et vendredi, pour un prix aller-retour de 240 €. Cette même compagnie espère ensuite mettre en place une liaison entre Cayenne et Georgetown.

Entre le 15 juin et le 15 septembre 2010, deux vols quotidiens relieront Cayenne à Paris. Air Caraïbes a décidé d'augmenter la fréquence de ses vols pour la période estivale. Après un an et demi d'exploitation, les résultats de la compagnie ont dépassé les objectifs puisque la compagnie réalise 31 % de part de marché contre 20 à 25 % lors de l'ouverture de la ligne.

Prix des carburants

Une étude a été réalisée par un cabinet de conseil proposant des solutions alternatives d'approvisionnement de la Guyane en produits pétroliers. En se fournissant en Europe, le prix du carburant pourrait diminuer de 20 centimes par rapport à ce que propose la Sara. La ministre chargée de l'Outre-mer Marie-Luce Penchard a pris connaissance de ce rapport et a prévu une réunion de travail le 22 juin à Paris. D'ici là les prix ne devraient pas être modifiés.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – mars 2010 (Indice base 100 : année 1998)	120,6	+ 0,2 %	+ 0,1 %
Emploi (Sources : DDTEFP et ASSEDIC)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin mars 2010 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin décembre 2009	15 388 6 082	+ 1,4 % + 2,2 %	+ 10,7 % + 17,3 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin mars 2010 Cumul 2010 des prestations nettes versées	10 367 15,8 M€	+ 0,9 %	- 4,6 % + 1,7 %
Commerce extérieur (Source : Douane)*	Exportations – février 2010 Cumul 2010 Importations - février 2010 Taux de couverture en cumul - à fin février 2010	7,0 M€ 23,3 M€ 84,3 M€ 156,1 M€ 14,9 %	- 57,2 % + 17,3 %	+ 39,4 % + 101,8 % + 53,5 % - 0,2 % + 7,5 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Espace (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin avril 2009 Rappel cumul 2009	0 tir Ariane 5 (0 satellite) 7 tirs Ariane 5 (12 satellites)
Riz (Sources : DAF Guyane et Douane)*	Production de riz (2 ^{ème} tranche 2009) Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (cumul à fin février 2010)*	7 048 tonnes (+ 17,8 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 806 tonnes (+ 18,9 % sur un an) pour 0,3 M€ (- 15,2 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – avril 2010 Cumul de janvier à fin avril 2010	5 689 tonnes (- 8,2 % sur un an) 22 144 tonnes (- 23,5 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douane)*	Prises de crevettes (cumul à fin décembre 2009) Exportations de crevettes (cumul à fin février 2010)	1 326 tonnes (- 11,4 % sur un an) 95,8 tonnes (- 43,6 % sur un an)
Or (Source : Douane)*	Exportations d'or (cumul à fin février 2010)	3,1 M€ (+ 32,1 %)
Bois (Source : ONF)	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2009)	84 271 m ³ (+ 18,2 % sur un an)

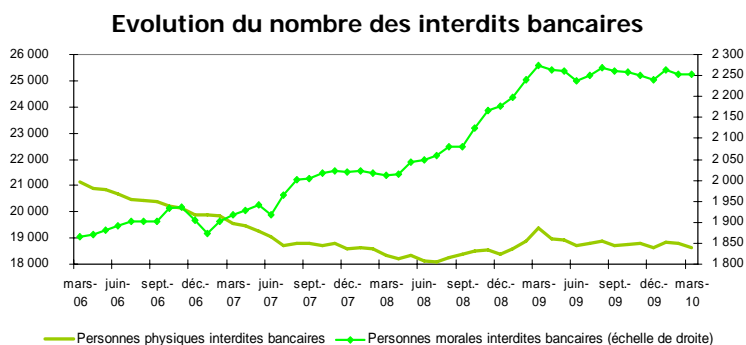
* données provisoires

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Vulnérabilité des agents économiques : un bilan en demi-teinte à fin mars 2010

Au 31 mars 2010, le nombre de personnes physiques en **interdiction bancaire** s'élève à 18 632. Ce chiffre est stable sur le trimestre, mais diminue de 3,9 % sur un an. Parallèlement, 2 254 personnes morales étaient frappées d'interdiction bancaire au premier trimestre 2010, soit - 0,9 % sur un an (+ 0,7 % sur le trimestre). Le nombre d'incidents de paiement sur chèques (143 307) est relativement stable sur un an, mais augmente de 0,5 % sur le trimestre.

S'agissant du nombre de retraits de cartes bancaires (5 573), la tendance haussière se poursuit au premier trimestre 2010 (+ 4,8 % et + 24,5 % sur un an), traduisant l'accroissement des difficultés de trésorerie des agents martiniquais.

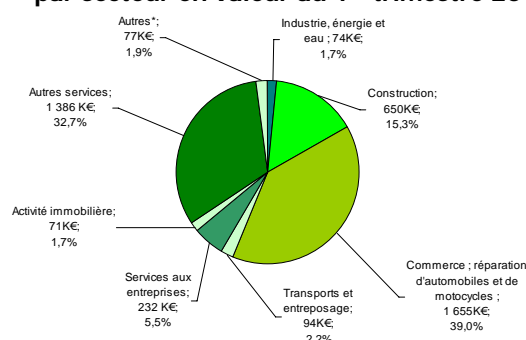


Source : Iedom

Parallèlement, 422 **incidents de paiement sur effets de commerce** étaient recensés au premier trimestre 2010, contre 768 au premier trimestre 2009 (- 45,1 %). Le montant total suit la même tendance à 3,9 millions d'euros contre 6,8 millions un an plus tôt (- 41,8 % sur un an).

Toutefois, la valeur unitaire moyenne des effets s'accroît de 6,4 % (9 400 euros contre 8 800 euros). Sur le trimestre, si la sinistralité des secteurs « agriculture », « industrie », « construction » et « commerce » continue de s'améliorer (les baisses s'échelonnant de 1 % à 60 %), elle est en augmentation pour les secteurs suivants : « hébergement » (+ 7 %), « services aux entreprises » (+ 9,1 %) et « transport » (+ 123,4 %).

Répartition des incidents de paiement sur effets par secteur en valeur au 1^{er} trimestre 2010



* Compte tenu de leur faible impact dans le total, les secteurs "agriculture, sylviculture et pêche", "hébergement et restauration" et "services aux particuliers" ont été regroupés dans la rubrique "Autres" du présent graphe.

Source : Banque de France

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

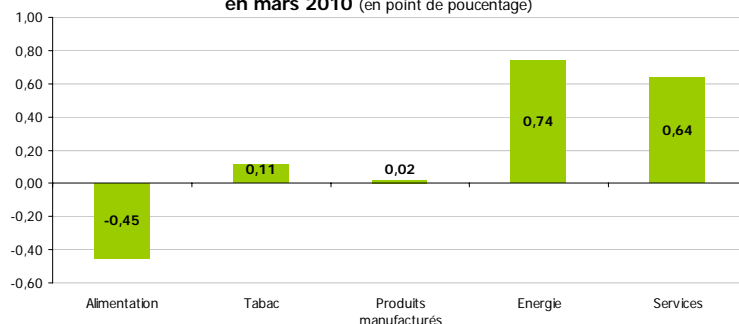
Inflation : de nouvelles tensions sur les prix

A fin mars 2010, l'indice des prix à la consommation s'établit à 122,7. Sur un mois, il enregistre une baisse de 0,3 %, pour autant le taux d'inflation annuelle progresse de 1,1 %.

Ce regain d'inflation est porté principalement par le renchérissement des prix de l'énergie, en hausse de + 8,2 % sur un an. Cette évolution doit être appréhendée avec précaution compte tenu de la baisse des prix des carburants enregistrée au cours du 1^{er} trimestre 2009. Parallèlement, le prix des services augmente de 1,4 % sur un an tandis que ceux des produits manufacturés demeurent stables (+0,1 %). En revanche, les produits alimentaires bénéficient d'une baisse de 2,7 % sur un an.

A titre de comparaison, l'inflation annuelle atteint +1,6 % en Métropole, +2,1 % à la Guadeloupe, +0,1 % en Guyane, et +0,8 % à la Réunion sur la période sous revue.

Contribution au glissement annuel de l'indice des prix en mars 2010 (en point de pourcentage)



Note de lecture : En mars 2010, l'inflation annuelle est de 1,1 %. Le poste alimentation y contribue à hauteur de -0,45 point tandis que l'énergie y contribue à hauteur de 0,74 point.

Source : Insee

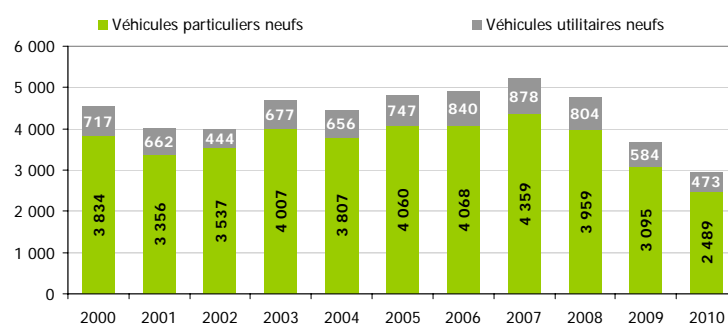
Marché automobile : chute des immatriculations de véhicules neufs

A fin mars 2010, 2 962 véhicules neufs ont été immatriculés dans le département, contre 3 679 à fin mars 2009. Le marché poursuit sa dégradation tant au niveau des véhicules particuliers (-19,6 %) que des véhicules utilitaires (-19,0 %).

Les véhicules « diesel » sont plus nombreux et représentent désormais 61,1 % du parc automobile neuf à fin mars 2010, soit 5,2 points de plus qu'à la même période en 2009. Les marques étrangères demeurent prédominantes (51,3 % du nombre total d'immatriculations), toutefois la proportion des marques françaises (48,7 %) gagne 5 points la période sous revue.

Immatriculations de véhicules neufs en Martinique

cumul annuel de janvier à mars



Source: Association auxiliaire de l'automobile

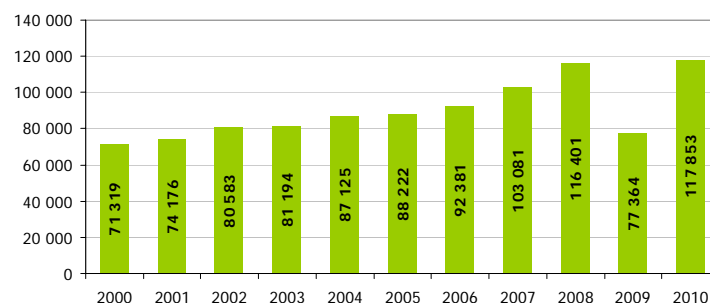
Grande distribution : retour à un niveau proche de 2008

A fin mars 2010, le chiffre d'affaires cumulé des huit hypermarchés de l'île s'établissait à 117,9 millions d'euros contre 77,4 millions à fin mars 2009, soit une hausse de 52,3 % sur un an.

Cette forte progression est à rapprocher des fermetures intervenues durant le conflit social de février-mars 2009. Ainsi, par rapport au 1^{er} trimestre 2008, le chiffre d'affaires de la grande distribution augmentent de 1,2 %.

Chiffre d'affaires de la grande distribution

données cumulées de janvier à mars (en milliers d'euros)



Source: DRCCRF

NB : A partir de décembre 2006, le nombre d'hypermarchés de l'île est passé de 6 à 8.

ACTUALITE REGIONALE

Visite de la Ministre de l'Outre mer

Mme Penchard s'est rendue en Martinique le 9 avril dernier afin de rencontrer les élus locaux, dans l'objectif d'aider à la préparation de la nouvelle collectivité.

Séminaire Convergence des Régions Ultra Périphériques

Le séminaire Convergence « Atouts DOM : potentiels et perspectives » sur la mise en œuvre des programmes européens 2007-2013 dans les Départements d'Outre-Mer s'est tenu en Martinique les 28 et 29 avril 2010, en présence des représentants du monde économique des Régions Ultra Périphériques et de la Commission Européenne. Les travaux de ces journées ont visé à offrir un cadre de réflexion stratégique pour les programmes opérationnels 2007-2013. La réflexion a porté sur les conditions et les moyens de :

- valoriser les richesses et les potentiels endogènes des régions d'Outre-mer à travers l'innovation, contribuant notamment à améliorer leur insertion régionale et prenant en compte les équilibres environnementaux ;
- favoriser l'émergence de projets dans les secteurs porteurs de développement.

Plusieurs ateliers ont été organisés, en particulier sur le renforcement de l'attractivité touristique des territoires et sur les nouveaux défis de l'agriculture et du développement rural.

Tourisme

Mme Roy-Camille a été nommée présidente du Comité Martiniquais du Tourisme (CMT). L'objectif du CMT est d'accueillir 600 000 touristes en 2010, puis 650 000 en 2011 (contre 577 164 en 2009). Pour cela, plusieurs axes de travail ont été définis, dont notamment la reconstruction de l'image de la destination auprès des médias nationaux.

Ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA) de logements sociaux

Le dispositif de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) a permis à la SIMAR d'acquérir 82 logements au Lamentin, dont 27 logements locatifs sociaux (LLS) et 55 appartements dans le cadre d'un programme de logements sociaux (PLS).

LES INDICATEURS DE REFERENCE

Nota Bene: En raison du mouvement social de février 2009, certaines évolutions en glissement annuel peuvent paraître erratiques. Elles sont dues au blocage de l'économie durant cette période.

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- mars 2010	122,7	+0,3 %	+1,1 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- mars 2010	39 314	-1,7 %	+8,2%
	indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- mars 2010	23,9 %		+1,6 point
Allocation Chômage (source : Assedic)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- mars 2010	14 332	-1,1 %	+14,1 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- mars 2010	28 262	+0,7 %	+44,9 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€)	- février 2010	186,6	+8,5 %	+98,2 %
	Exportations (en M€)	- février 2010	36,3	+33,5 %	+32,1 %
	Taux de couverture mensuel:		17,7 %		-1,9 point
Grande distribution (source : DRCCRF)	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990)	- mars 2010	263	+9,1 %	+41,2 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- mars 2010	117,9		+52,3 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- mars 2010	138 307	-3,4 %	+23,1 %
		- cumul annuel	418 352		+11,8 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- avril 2010	7 499	-47,4 %	ns
		- cumul annuel	50 063		+89,6 %
Construction (source: Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- mars 2010	19 538	+36,4 %	+16,9 %
		- cumul annuel	48 690		+28,3 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mars 2010	1 005	+61,1 %	-37,1 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mars 2010	165	-50,0 %	-2,4 %
	Cumul annuel (VPN + VUN)	- mars 2010	2 932	-	-18,9 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Baisse des risques déclarés à la Banque de France.

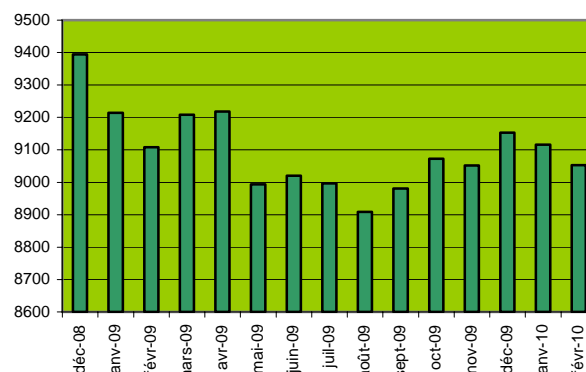
Le service de la **centrale des risques** (SCR) de la Banque de France recense l'ensemble des encours de crédit professionnels déclarés par les établissements de crédit français à partir d'un seuil de 25 K€ par guichet depuis le mois de février 2006. Au 28 février 2010, 9,053 milliards d'€ ont été déclarés au SCR, hors engagement hors bilan, par les établissements de crédit locaux ou non, contre 9,108 milliards d'€ à fin février 2008, soit 0,6 % de moins. Hors administrations et établissements publics, les encours de crédits relatifs aux entreprises, évoluent dans le même sens (- 0,5 %).

La répartition des risques par type de concours montre que la contraction des activités financées concerne plus particulièrement les concours à court terme (- 13,9 % par rapport à février 2009 ; 12 % du total) alors que les crédits à moyen et long terme progressent de 1,5 % sur la période (84 % du total).

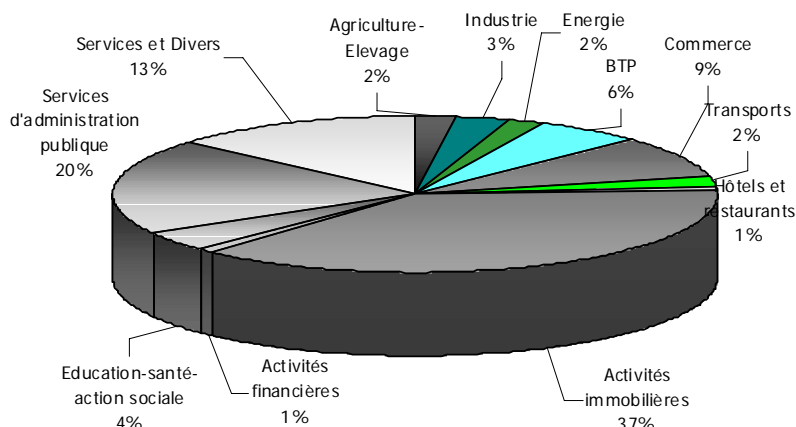
La répartition par type d'entreprise montre que les encours progressent pour les grandes entreprises ainsi que pour les activités immobilières, de respectivement 1 % et 7,1 % sur un an. Une contraction des crédits est enregistrée pour les petites et moyennes entreprises (- 0,4 %) et pour les très petites entreprises (- 4,7 %).

Les principales activités financées par le secteur bancaire sont les activités immobilières (37 % des concours). Les services d'administration publique (essentiellement les collectivités publiques) représentent près de 20 % des concours devant le commerce (9 %).

Risques en millions d'€ (données mensuelles)
(source Iedom)



Répartition des risques par secteur au 28 février 2010



Médiation du crédit

Au 30 avril 2010, 313 dossiers sont rentrés dans le circuit de la médiation. Parmi ceux-ci, 224 dossiers ont été déclarés éligibles (138 sont résolus, 23 sont en cours de traitement et 63 ont été refusés), 63 n'ont pas été retenus et 2 sont en attente de qualification. La persistance d'un faible niveau d'activité dans certains secteurs, plus particulièrement le BTP, le transport et l'automobile rend de plus en plus difficile la recherche de solutions pérennes dans le cadre de la médiation du crédit. Pour mémoire, à la Réunion comme dans les autres DOM, le directeur de l'Iedom est le médiateur départemental du crédit. Les dossiers peuvent lui être adressés sur la boîte à lettre électronique : <http://www.mediateurducredit.fr>

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (INSEE)	Indice général des prix à la consommation-mars 2010 Métropole et DOM – mars 2010	122,7	+ 0,3 %	+0,8 % + 1,6 %
RMI (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO – mars 2010 Cumul des prestations versées (millions d'€)	70 441 99,9	- 0,2 %	- 2,5 % + 0,9 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations – mars 2010 (en cumul - millions d'€) Exportations – mars 2010 (en cumul - millions d'€) Taux de couverture	904 60 6,7 %	- - -	+ 0,3 % + 2,2 % + 0,1 pt
Chômage DTEFP	Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A = cat 1+ cat 2+ cat 3 hors activité réduite) : mars 2010	107 138	+ 1,3 %	+ 19,3 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic Maritime (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes) décembre	287 829	- 23,7 %	- 1,4 %
	Cumul 2009	3 911 561	-	- 8,8 %
Trafic Aéroportuaire	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds mars 2010	155 105	+ 37,2 %	+ 17,4 %
	Cumul	482 107	-	+ 16,0 %
Construction (CERBTP)	Importations de ciment – (millions d'euros) fév 2010	3,0	- 25,2 %	+ 49,0 %
	Importations de ciment – (milliers de tonnes) fév 2010	44,7	- 22,3 %	+ 173,8 %
	Effectifs salariés du BTP à fin février 2010	17 080	+ 3,3 %	- 19,6%

Assemblée plénière portant sur le budget de l'exercice 2010

L'assemblée plénière du conseil régional, du 21 avril 2010, a voté le projet de décision modificative du budget de l'exercice 2010 de la Région Réunion avec notamment l'arrêt du projet de Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise (MCUR ; 67 millions d'€). Selon la décision modificative du budget, 81,6 millions d'€ sont désormais affectés au lancement d'un grand plan de relance régional (63 millions d'€), à des actions nouvelles en matière d'éducation (10,6 millions d'€) et à une intervention forte en matière de continuité territoriale (8 millions d'€). Ainsi, 40 millions d'€ sont alloués au lancement d'un programme de construction et de rénovation d'équipements culturels et sportifs dans les 24 communes, 20 millions d'€ sont affectés aux petits travaux routiers, 3 millions d'€ sont alloués à la revalorisation du patrimoine, 9 millions d'euros financent l'achat d'ordinateurs portables pour les lycéens à partir de la rentrée 2010 et 1,6 million d'€ à la bourse de la réussite pour les bacheliers. Un prêt à taux zéro pour les étudiants est envisagé. Concernant la continuité territoriale, la Région inscrit 8 millions d'€ pour permettre aux Réunionnais les plus défavorisés de bénéficier de tarifs avantageux pour voyager. L'Etat interviendra également sur ce volet à hauteur de 8 millions d'€ dans le cadre du Groupement d'Intérêt Public et avec le soutien du Fonds Commun de Continuité et de mobilité.

Report de la date limite de dépôt des nouvelles déclarations de Contribution Economique Territoriale (CET)

Le ministère des Finances a annoncé le report de la date limite de dépôt des nouvelles déclarations de Contribution Economique Territoriale (CET), remplaçant la taxe professionnelle désormais supprimée, en raison du retard pris dans la publication des décrets d'application de la réforme. La date limite de dépôt des déclarations est reportée du 4 mai au 15 juin 2010. La CET, instituée par la loi de Finances 2010, se compose d'une cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). La CFE est assise sur la valeur locative des biens soumis à la taxe foncière, de sorte que les équipements et biens mobiliers ainsi que les recettes, ne sont plus imposés. La CVAE concernent les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 152.500 euros. Toutefois, les personnes qui exercent à titre habituel une activité professionnelle non salariée et dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500.000 euros hors taxes doivent payer la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. Les entreprises de réseaux sont tenues d'acquitter également une imposition forfaitaire spécifique dénommée IFER.

Eco construction à l'assemblée générale de la FRBTP

L'assemblée générale de la Fédération réunionnaise du bâtiment et des travaux publics (FRBTP) s'est tenue le 23 avril 2010. Alors que le secteur connaît une période de crise depuis un an et demi, la FRBTP s'appuie sur l'éco-construction ou construction durable pour redonner une dynamique à la profession. Le contexte réglementaire a par ailleurs évolué avec la Lodeom (Loi pour le développement économique de l'Outre-mer), les lois Grenelle 1 et 2 (loi du 3 août 2009) et notamment les Réglementations thermiques, acoustiques et aérations pour les départements d'Outre-mer (RTAA DOM ; décret n° 2009-424 du 17 avril 2009) qui rentre en vigueur le 1^{er} mai pour les logements neufs à La Réunion.

L'éco-construction veut impliquer toute la chaîne des acteurs de la construction et intégrer les bâtiments dans leur milieu en minimisant l'impact environnemental. La RTAA DOM s'applique à améliorer le confort des usagers, à maîtriser les consommations d'énergie et à diminuer l'utilisation d'énergie fossile (isolation thermique, ventilation naturelle, eau chaude par énergie solaire, surfaces minimales des pièces de service, isolation des façades exposées aux bruits,...). Ces dispositions s'appliquent en fonction des lignes isoplèthes d'altitude.

Les acteurs envisagent la création d'un Comité ou d'un Conseil réunionnais de la construction durable, à l'instar du Conseil français de la construction durable créé en septembre dernier à l'initiative des principaux acteurs de la certification et de l'évaluation de la construction durable. Par ailleurs, l'Eco-Prêt à taux zéro, d'ores et déjà mis en place en métropole et limité à 30 000 €, offrira des perspectives nouvelles au secteur lorsque les décrets et arrêtés seront étendus aux DOM.

Enfin, la Fédération française du bâtiment (FFB) a étendu à La Réunion le programme de formation FEEBAT (Formation aux économies d'énergie des entreprises et artisans du bâtiment). Le dispositif FEEBAT a pour objectif de développer et systématiser la prise en compte de la dimension énergétique dans l'ensemble des travaux de construction et de rénovation des bâtiments.

Zone climatique réunionnais
ligne 400m et ligne 800m *Source : PERENE*



ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

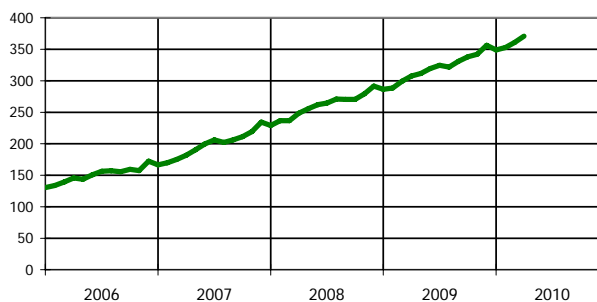
Les émissions nettes

Après avoir atteint 356 millions d'euros à fin 2009 à Mayotte (soit une croissance supérieure à 22 % sur un an), les émissions nettes de **billets** poursuivent leur croissance pour le troisième mois consécutif. Fin avril, elles s'élevaient à 371 millions d'euros. Courant avril, le sept millionième billet, depuis le 1^{er} janvier 2002, a été mis en circulation à Mayotte par l'agence de l'IEDOM. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île est d'environ 52 €.

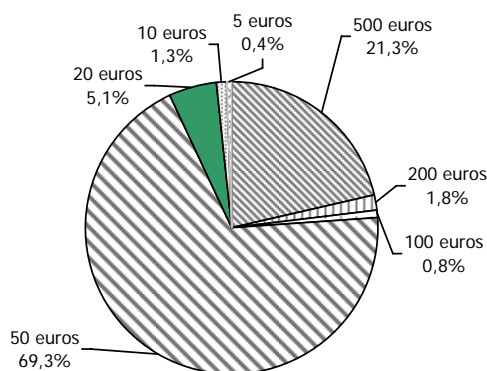
Après avoir culminé à 2,7 millions d'euros en avril 2009, puis sensiblement décliné par la suite, les émissions nettes de **monnaie métallique** sont stables depuis le début de 2010, à 2,5 millions d'euros, pour un nombre de coupures en circulation de 19,9 millions (moins de 1 % de croissance mensuelle moyenne depuis janvier 2010). La répartition des coupures laisse toujours une part prépondérante aux monnaies divisionnaires. Parmi elles, les « pièces rouges » représentent environ 80 % des pièces émises en nombre et 15 % de leur valeur.

Émissions nettes cumulées de billets au 30 avril 2010

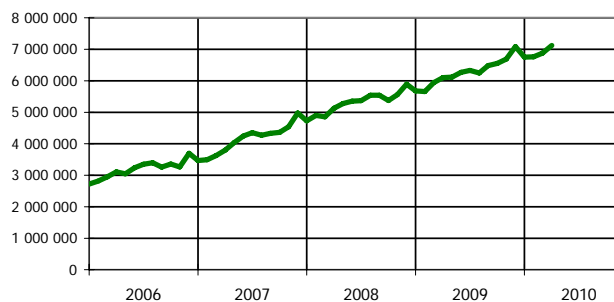
en millions d'Euros



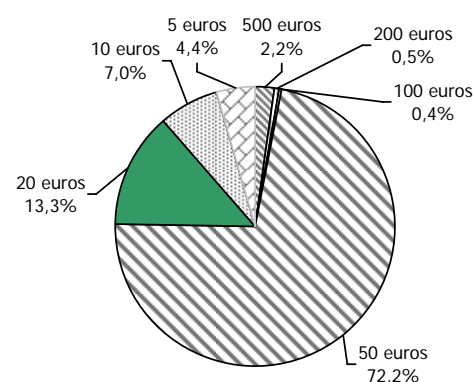
Répartition des billets en valeur



en nombre

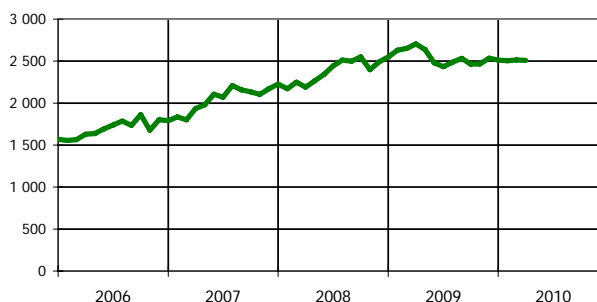


Répartition des billets en volume

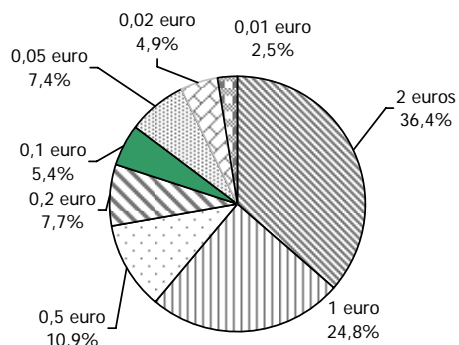


Émissions nettes cumulées de pièces au 30 avril 2010

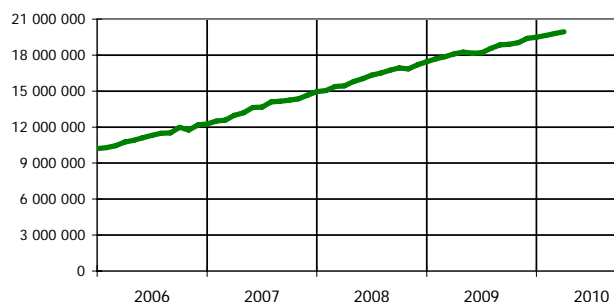
en milliers d'Euros



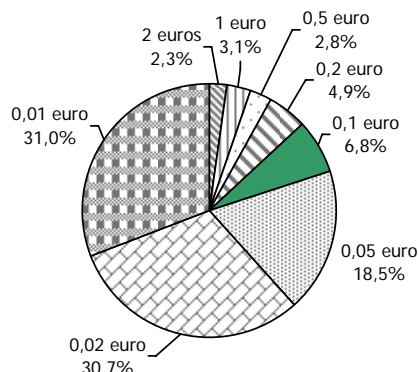
Répartition des pièces en valeur



en nombre



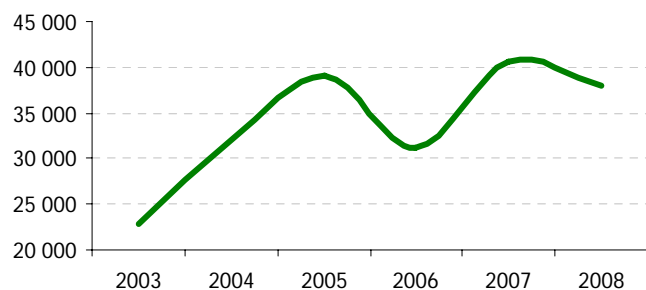
Répartition des pièces en volume



BRÈVES FINANCIÈRES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Organisation d'un séminaire sur le tourisme

Evolution du nombre de touristes à Mayotte



Le 20 avril, en partenariat avec la Préfecture et le Comité du tourisme de Mayotte (CDTM), l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a organisé un séminaire dédié au tourisme. Mayotte, destination touristique en devenir, compte intégrer dans sa politique et sa stratégie de positionnement un tourisme durable, vert, rural et écologique. Les hôteliers et restaurateurs doivent ainsi se plier aux nouvelles normes requises. Des dispositifs d'incitation (subventions à l'achat de chauffe-eau solaires, rachat d'électricité issu du photovoltaïque, etc.) ont d'ailleurs été mis en place. La réussite de cette politique rend nécessaire l'intervention des communes dans la gestion et la collecte des déchets, la sensibilisation de la population

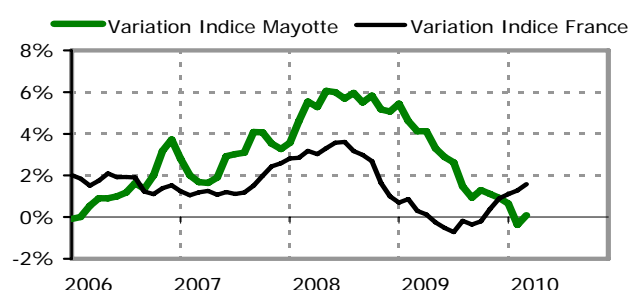
sur la propreté, la protection de l'environnement et le décollage d'une industrie éco-touristique performante.

En effet, Mayotte espère accueillir entre 120 000 et 150 000 touristes dans les dix prochaines années. Pas moins de 6 millions d'euros sont d'ailleurs prévus dans le Contrat de projet 2008-2014 pour la construction de pontons et mouillages ainsi que l'aménagement des plages. Par ailleurs, une convention a été signée entre la Préfecture de Mayotte et l'Agence d'ingénierie touristique pour trouver des investisseurs hôteliers. Le préfet de Mayotte a signé, à cette occasion, une convention de soutien aux cinq actions majeures du CDTM en 2010 –accueil des croisiéristes, charte de la randonnée, organisation de la journée du tourisme notamment- à partir de fonds provenant du ministère du tourisme. Un plan d'action des croisiéristes a également été présenté aux acteurs du secteur, destiné à regagner la confiance des croisiéristes -activité en pleine expansion- en leur offrant un meilleur accueil, et à positionner l'île sur ce marché.

Hausse de l'indice général des prix

L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,6 % en mars par rapport à février. Le prix des produits alimentaires et boissons enregistre la plus forte croissance (+1,2 %), en lien notamment avec la hausse des prix des produits céréaliers (+4,1 %). Par ailleurs, l'augmentation des tarifs sur certaines lignes aériennes a fait croître le prix des transports et communication (+4,1 %), participant ainsi à la progression de l'indice des prix des services aux ménages (+1,1 %).

Variations de l'indice des prix à la consommation



Inauguration de l'Agence de santé Océan Indien

L'Agence de santé de l'Océan Indien Réunion-Mayotte a été inaugurée le 14 avril en présence de M. Hubert Derache, préfet de Mayotte, Mme de Singly, directrice régionale, et Mme. Mouffard, ancienne directrice de la DASS devenue directrice de la délégation Mayotte de l'ARS. L'ARS regroupe désormais, dans une même structure, les services de l'agence régionale de l'hospitalisation, la veille sanitaire, l'Assurance maladie et les services de la DASS, à l'exception du service social qui se transformera en janvier 2011 en une direction de la protection et de la cohésion sociale. L'ARS travaillera en partenariat avec des associations. Elle devra élaborer un plan stratégique de santé dans lequel seront définis les orientations et les objectifs pour les cinq années à venir.

Résultats du pré-recensement agricole et organisation d'un séminaire sur l'agriculture

A la suite du pré-recensement de 2009 sur l'agriculture qui fait état de 15 500 ménages agricoles à Mayotte, un prolongement de cette enquête était prévu en 2010 par la DAF. En 2009, seuls 2 307 agriculteurs sont inscrits au Centre de formalités des entreprises. Dans le respect des décisions arrêtées lors des états généraux de l'Outre-mer, un séminaire a été organisé le 23 avril entre les différents acteurs de la filière au cours duquel a été confirmée l'élaboration d'un Schéma directeur pour l'aménagement agricole et rural. Ce Schéma définira les zones à haut potentiel à viabiliser en priorité, et les zones dans lesquelles toute activité agricole doit être interdite. Pour les autres zones, des mesures de valorisation agricole (gestion de l'eau, mesures antiérosives, itinéraires techniques...) seront également mises en place.

LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		mars.-10	108,8	0,6%	0,1%
Chômage (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi		déc.-09	12 585	25,4%	-
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros)	mensuelles	déc.-09	30 113	3,7%	-16,3%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-09	355 110 184	-	-5,4%
	Exportations (milliers d'euros)	mensuelles	déc.-09	585	56,1%	-16,3%
		cumulées	déc.-09	5 545 562	-	-5,4%
	Taux de couverture en valeur	mensuels	déc.-09	1,94%	0,65 pt	1,12 pt
		cumulés	déc.-09	1,56%	1,56 pt	0,14 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	févr.-10	335	-20,8%	16,3%
		cumulés	févr.-10	758	-	13,0%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	févr.-10	14 382	-38,3%	14,7%
		cumulés	févr.-10	37 683	-	18,4%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	févr.-10	41,1	-10,6%	81,3%
		cumulés	févr.-10	87,1	-	72,5%
Trafic maritime de marchandises (Source : Douanes)	Mouvements de navires ⁽¹⁾	mensuels	déc.-09	-	-	-
	(Port de Longoni uniquement)	cumulés	déc.-09	-	-	-
	Tonnage débarqué ⁽²⁾ (hydrocarbures compris)	mensuels	déc.-09	-	-	-
		cumulés	déc.-08	-	-	-
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	déc.-09	7 302	-13,5%	6,5%
		cumulées	déc.-09	95 742	-	-21,5%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		mars-10	35 798	0,4%	5,9%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	mars-10	20 577	15,5%	-6,0%
		cumulées	mars-10	57 840	-	3,8%
Ylang-ylang (Source : Douanes)	Exportations :					
	- volume (en tonnes)	mensuels	déc.-09	0,0	-	-100,0%
		cumulés	déc.-09	2,1	-	-67,8%
	- valeur (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-09	0,0	-	-
		cumulées	déc.-09	156,4	-	-74,4%
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	mars-10	85	34,9%	-19,8%
		cumulés	mars-10	211	-	-14,9%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	mars-10	19	18,8%	46,2%
		cumulés	mars-10	62	-	63,2%
Vanille (Source : Douanes)	Exportations :					
	- volume (en kg)	mensuels	déc.-09	0,0	-	-
		cumulés	déc.-09	0,0	-	-
	- valeur (en euros)	mensuelles	déc.-09	0,0	-	-
		cumulées	déc.-09	0,0	-	-

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)				
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (avril 2010)			
Janvier	Février	Mars	Avril	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3462%	0,3346%	0,3434%	0,3453%	0,4040%	0,6430%	0,9540%	1,2230%

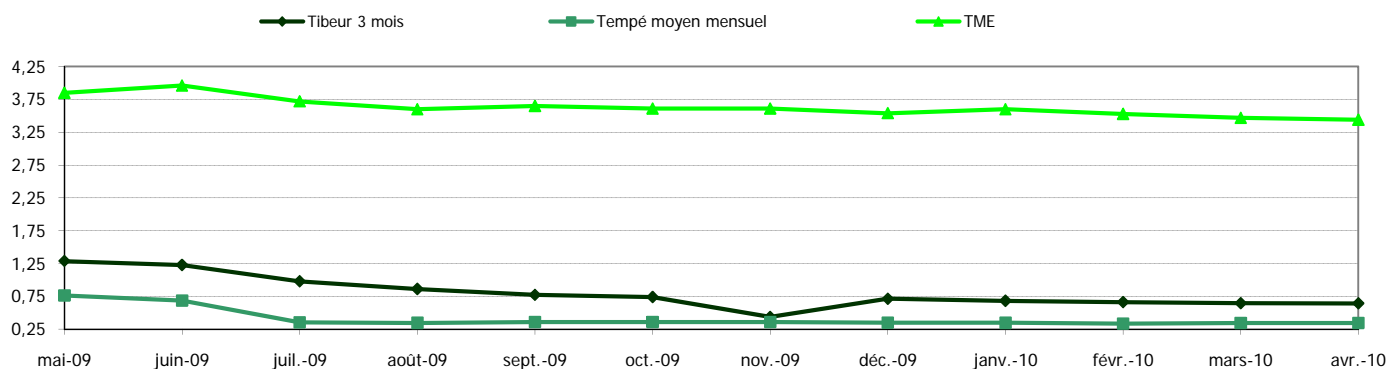
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Janvier	Février	Mars	Avril	Janvier	février	Mars	Avril
3,60%	3,53%	3,47%	3,44%	3,80%	3,73%	3,67%	3,64%

Taux de l'usure (applicable à partir du deuxième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		6,29%			
Prêts à taux variable		5,72%			
Prêts relais		6,25%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,63%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,45%	Découverts en compte (1)		13,33%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,85%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

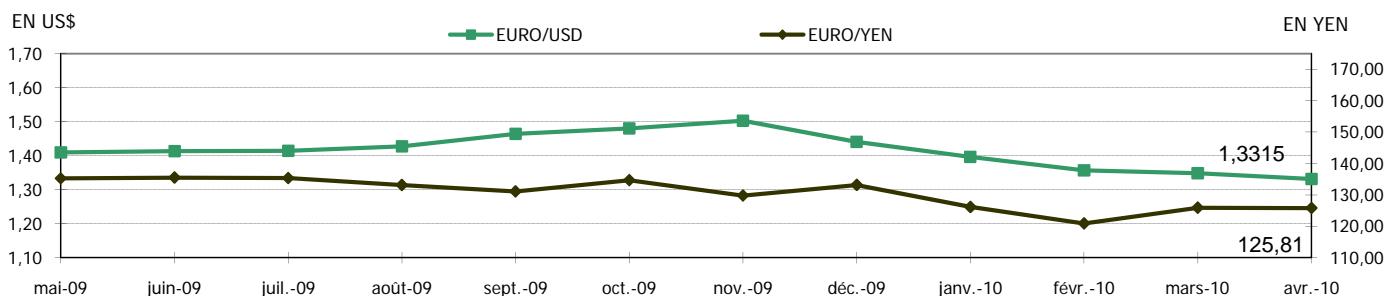
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3315	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,7628	EURO/SRD (Surinam)	3,64070
EURO/JPY (Japon)	125,8100	EURO/BWP (Botswana)	9,04090	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,37410
EURO/CAD (Canada)	1,3379	EURO/SCR (Seychelles)	15,7730	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,8012
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,87030	EURO/MUR (Maurice)	40,9813	EURO/BBD (La Barbade)	2,65260
EURO/SGD (Singapour)	1,8217	EURO/BRL (Brésil)	2,2959	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,43530
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,3367	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,44400	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2718,91	EURO/XCD (Dominique)	3,581	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK